

Nicolas Maduro déconseille le dépôt de réserves en or dans la Banque d'Angleterre



La Havane, 4 août, (RHC)- Le président vénézuélien Nicolas Maduro a averti qu'au Royaume-Uni "il n'y a pas de sécurité juridique" et que par conséquent les banques centrales du monde ne devraient pas confier leurs réserves internationales à la Banque d'Angleterre car elles pourraient être victimes de "piratage et de vol".

"Regardez l'or qui nous est volé de manière éhontée et scandaleuse à Londres [...] l'opération d'enlèvement et de vol de l'or vénézuélien déposé dans les coffres de la Banque d'Angleterre par la Banque centrale du Venezuela", a déclaré le président Maduro.

Il a ajouté que "le monde doit savoir qu'il s'agit d'un acte de piraterie et de vol". "Il n'y a aucune sécurité juridique à Londres, ni à la Banque d'Angleterre, et à tout moment, n'importe quel pays ou banque centrale du monde peut se faire voler ses réserves internationales, ses réserves d'or. Voilà la vraie vérité, il n'y a pas de sécurité juridique, il n'y a pas de respect de la loi".

Nicolas Maduro a réaffirmé que les 32 tonnes d'or vénézuélien, équivalant à plus de 2 milliards de dollars, "appartiennent à tous les Vénézuéliens" et que, par conséquent, son gouvernement continuera à "se battre" pour les récupérer.

"Nous ne resterons pas les bras croisés, nous continuerons à protester contre les abus, les sanctions, l'enlèvement et le vol des biens vénézuéliens à l'étranger, en luttant, en luttant pour les récupérer, comme Citgo, l'avion vénézuélien en Argentine, ces richesses, ces biens, cet or, les comptes bancaires, nous les récupérerons de l'enlèvement et du vol pur et simple", a déclaré le chef d'État.

La justice britannique a tranché en faveur de la soi-disant "directive ad hoc" de la Banque centrale du Venezuela (BCV) qui a désigné l'ancien député de l'opposition Juan Guaidó comme le supposé dirigeant par intérim, privant ainsi l'État vénézuélien de l'accès à 32 tonnes d'or qui sont détenues à la Banque d'Angleterre depuis 2018.

La décision a été prise par la juge Sara Cockerill, de la Haute Cour de Londres, qui, après un procès de quatre jours, qui s'est achevé le 18 juillet, a déterminé qu'elle ne considère pas comme valides les résolutions de la Cour suprême du Venezuela (TSJ) qui ont déclaré nulle et non avenue la nomination de ce conseil d'administration parallèle de la BCV, car au Royaume-Uni il n'existe aucune base juridique pour le faire.

Bien que Cockerill n'ait pas autorisé l'équipe de Guaidó, qui s'est inconstitutionnellement proclamé "président en charge" en 2019, à accéder aux réserves d'or, elle a considéré que le conseil d'administration nommé par l'ancien député de l'opposition, qui est toujours reconnu par le gouvernement britannique comme le président légitime, était valide. Toutefois, une nouvelle audience est attendue pour déterminer s'ils peuvent se débarrasser du métal précieux.

Dans ces conditions, le conseil d'administration de la Banque centrale du Venezuela a rejeté le jugement et a fait savoir qu'il ferait appel à toutes les instances juridiques pour annuler la sentence.

De même, le gouvernement vénézuélien a qualifié de "décision inhabituelle" l'arrêt de la justice britannique, qui, selon lui, est "soumise, subordonnée et bâillonnée aux décisions de la couronne britannique", sans prendre la peine de violer le droit international et les règles fondamentales du système financier, ce qui a suscité l'inquiétude et la méfiance des investisseurs du monde entier.

Source: Russia Today

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/295572-nicolas-maduro-deconseille-le-depot-de-reserves-en-or-dans-la-banque-dangleterre>



Radio Habana Cuba